



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 396

8 octobre 2015



Les nouvelles courent

Une première publication

L'Observatoire de la pauvreté et des inégalités au Québec est fier de vous annoncer la publication de sa première production : une fiche de lecture sur le « rapport Godbout » et sa proposition de réforme du système fiscal du Québec, dans une perspective de lutte à la pauvreté.

L'Observatoire, qui est une initiative du Collectif, vise à conscientiser la population à la pauvreté, aux inégalités et aux préjugés, en créant un lieu de convergence des connaissances et des savoirs.

D'une part, il permet aux mouvements citoyens de s'enrichir des connaissances produites dans l'univers « savant » ou universitaire ; d'autre part, il favorise la diffusion des savoirs et des méthodes d'éducation populaire de ces mêmes mouvements.

Vous pouvez prendre connaissance des travaux de l'Observatoire en visitant le <http://pauvrete.qc.ca/spip.php?article964>

Bonne lecture!

Hausser les taxes pour baisser les impôts ?

Toujours dans le sillage des consultations et des auditions publiques sur « rapport Godbout », la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a produit un dépliant d'information pour aider groupes et individuEs à se faire une tête sur les conséquences des modifications proposées au régime fiscal, si celles-ci étaient adoptées par le gouvernement. La Coalition y rappelle que l'objectif ultime d'une réforme de la fiscalité ne devrait pas être de réduire les impôts, mais bien d'assurer le financement des services publics et des programmes sociaux.

<http://nonauxhausses.org/2015/09/03/taxesvimpots/>

Pour en finir avec les politiques d'austérité

Depuis son élection, l'actuel gouvernement du Québec, dont les ténors ne jurent que par les dogmes du néolibéralisme mondialisé, fait flèche de tout bois pour mettre en œuvre son idéologie nocive. Affirmant qu'il a l'appui de la majorité de la population – alors qu'il a été élu avec à peine plus de 40 % des voix –, le gouvernement non seulement poursuit son entreprise de démantèlement des services publics et des programmes sociaux, mais il en accélère même la cadence.

Pas surprenant, dès lors, que touTEs s'entendent pour dire que l'automne sera chaud cette année au Québec! Le texte qui suit vise à donner un aperçu des principales luttes qui se dessinent pour les mouvements sociaux et syndicaux

au cours des mois à venir. Il vise aussi à faire valoir la nécessité d'être solidaires les unEs les autres, la nécessité de faire converger nos luttes particulières pour qu'elles deviennent unitaires.



Aide sociale

Alors que les personnes assistées sociales n'ont toujours pas digéré l'infâme modification apportée le printemps dernier au règlement sur l'aide sociale, dont cinq des six mesures semblaient vouloir rivaliser de zèle et d'inventivité pour leur pourrir la vie, voilà que le gouvernement s'apprête à déposer un nouveau projet de loi, tout aussi détestable. En effet, avec son « Objectif emploi », le ministre Hamad souhaite *obliger* les personnes qui font une première demande d'aide sociale à prendre part à un programme d'employabilité. Aux personnes qui refuseraient de le faire, des pénalités financières seraient imposées, lesquelles pourraient s'élever selon un chroniqueur jusqu'à 40 ou 50 % du montant de la prestation – qui, rappelons-le, est de 616 \$ par mois pour les personnes dont c'est la première demande.

Évidemment, de telles pénalités ont peu de chance d'être appliquées pour de vrai. Ces chiffres ont tout l'air d'être une manœuvre du gouvernement pour se montrer magnanime lorsqu'il annoncera des pénalités moins sévères – une manœuvre à laquelle le chroniqueur se sera prêté avec une inquiétante docilité.

suite à la page 2...

suite de la page 1...

Mais même si au final les pénalités devaient être moins sévères, le fond du problème resterait le même : le gouvernement enfoncera encore plus dans la misère ceux et celles qu'il prétend aider. C'est inacceptable!

Jamais, depuis 1976, le nombre de personnes assistées sociales n'a été aussi bas. Et quand on regarde les chiffres et les statistiques, on voit bien que les mesures coercitives et les parcours obligatoires n'y sont pour rien, que les taux d'aide sociale varient en fonction de la vitalité de l'économie et du marché du travail.

Défense collective des droits

Les organismes qui œuvrent dans les domaines de l'action communautaire autonome et de la défense collective des droits en ont assez!

Assez que leur travail ne soit pas reconnu pour ce qu'il est : une contribution essentielle à la collectivité! Assez du sous-financement chronique! Assez de l'incertitude qui pèse sur la reconduction de ce même financement! Et assez des politiques d'austérité!

C'est pourquoi ces organismes ont entrepris une série d'actions pour accroître la pression sur le gouvernement. La première de ces actions a eu lieu le 18 septembre. Environ 300 personnes ont pris part à une manifestation dans les rues de Québec, au terme



de laquelle une pétition réunissant près de 12 000 signatures a été remise Mme Manon Massé, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, pour qu'elle la dépose à l'Assemblée nationale.

La deuxième de ces actions a eu lieu le 30 septembre, toujours à Québec, devant les bureaux du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – ou plutôt autour de ces bureaux! Car cette action, réussie, a consisté à bloquer pendant plus de deux heures l'accès à la bâtisse qui les abrite. Environ 200 personnes ont participé au blocage; et environ 300 au rassemblement d'appui. Le 30 septembre était une date symbolique, qui marquait les six mois restants avant la fin des protocoles d'entente de la plupart des groupes de

défense collective des droits. L'action s'est terminée par une manifestation où se côtoyaient des acteurs et des actrices des milieux communautaires, syndicaux et étudiants.

Enfin, un appel à la grève les 2 et 3 novembre prochains est lancé aux groupes réunis sous les campagnes *Les droits, ça se défend collectivement!* et *Je tiens à ma communauté > Je soutiens le communautaire*. Nous en reparlerons dans une prochaine *Soupe au caillou*.

Secteurs public et parapublic

Le processus de négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic est en branle depuis déjà quelques mois. Mais jusqu'ici, il achoppe. « Insultantes », « arrogantes », « méprisantes » : c'est dans ces termes que les offres du Conseil du trésor sont accueillies par les syndiquéEs. Les négociations accrochent sur les salaires et les régimes de retraite, mais aussi sur l'organisation du travail.

Plusieurs organisations syndicales ont obtenu ou sont sur le point d'obtenir de leurs membres un mandat de grève. Le taux de participation aux assemblées est, paraît-il, extrêmement élevé. Dans certains syndicats, la grève est appuyée par 90 %, voire 95 % des membres! Et la manifestation du front commun de samedi passé a rassemblé près de 150 000 personnes, ce qui ne s'était pas vu depuis le printemps 2012. C'est dire combien les employéEs des secteurs public et parapublic n'entendent pas, eux non plus, faire les frais des politiques néolibérales du gouvernement.

Certes, les négociations des employéEs de la fonction publique peuvent sembler, à première vue, bien éloignées de la lutte à la pauvreté et aux inégalités. Toutefois, il faut se rappeler que l'État, historiquement, a joué un rôle majeur dans l'amélioration des salaires et des conditions de travail de l'ensemble des travailleurEs, en en offrant de meilleurs que dans le secteur privé, ce qui

... suite à la page 3

suite de la page 2...

a forcé ce dernier à accorder des conditions semblables ou se rapprochant de celles consenties dans la fonction publique, sans quoi il aurait eu de la difficulté à recruter du personnel de qualité. Autrement dit, en enclenchant une sorte de cercle vertueux, l'État a longtemps donné l'exemple. D'autre part, l'issue de ces négociations aura un impact direct sur la qualité des services publics et sur leur financement. La partie de bras de fer qui se joue actuellement pourrait se traduire, si le gouvernement l'emporte, par une privatisation progressive des services publics.

Appel à la solidarité

Au cours des dernières semaines, on a pu assister à de nombreux gestes de solidarité entre différents acteurEs sociaux aux prises avec les conséquences des mesures d'austérité dans leur secteur d'activité ou leur région. On a pu voir en effet des syndiquéEs et des étudiantEs venir appuyer une action des groupes de défense collective des droits; des étudiantEs tenir une manifestation pour appuyer les enseignantEs en négociation de leur convention collective; des parentEs de partout au Québec faire des chaînes humaines autour des écoles publiques pour dénoncer les coupes budgétaires dont elles font l'objet; la Coalition Main Rouge inviter les groupes sociaux, en cas de grève dans la fonction publique, à se mobiliser advenant l'adoption d'une loi spéciale pour forcer le retour au travail des salariéEs...



Cette solidarité est belle à voir. Et elle n'est pas seulement belle, c'est également notre meilleure arme face à un gouvernement aussi dogmatique qu'irresponsable. Continuons donc à la renforcer, pour l'obliger à capituler.

Un automne de mobilisations féministes à la grandeur du Québec!

Jusqu'au 17 octobre, dans le cadre de la 4^e action internationale de la Marche mondiale des femmes (MMF), les féministes et leurs alliés participeront à une vaste mobilisation, pour résister aux politiques d'austérité qui reproduisent et renforcent les inégalités, pour contrer la destruction environnementale et pour s'opposer à la logique militaire et à la répression des mouvements sociaux.

Des actions près de chez vous!

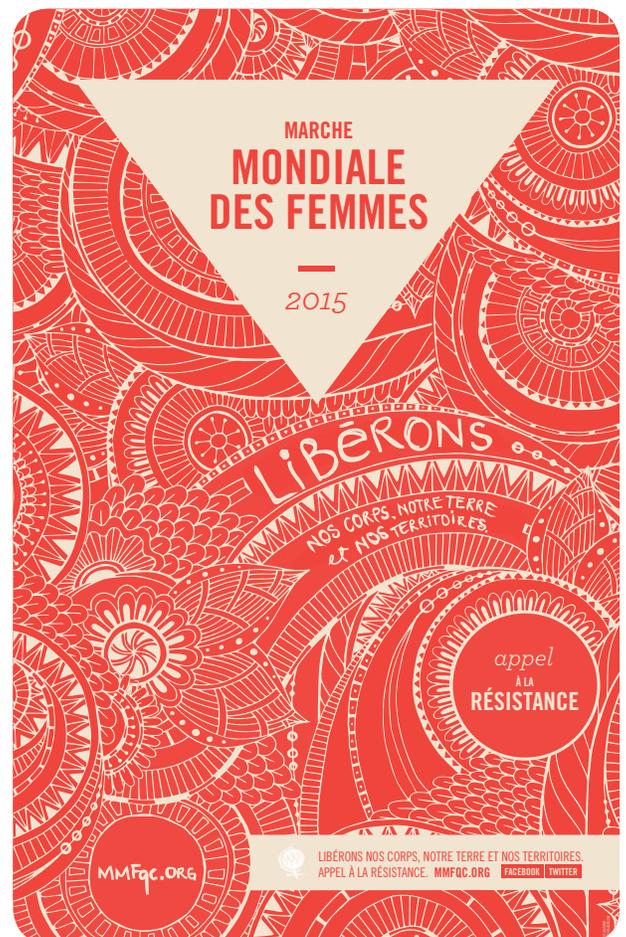
Actuellement, la Caravane des résistances et solidarités féministes sillonne le Québec. À terme, elle aura parcouru plus de 4000 km en 24 jours et visité 16 régions du Québec. Pour connaître ce qui se passe près de chez vous, visitez cette adresse: <http://www.mmfc.org/actions>

Rendez-vous à Trois-Rivières le 17 octobre

Le 17 octobre, jour de la Marche comme telle, plusieurs milliers de personnes sont attendues et prendront les rues de Trois-Rivières pour réclamer plus de justice sociale et l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples.

Le 17 octobre, c'est aussi la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Pendant la Marche, le Collectif animera une « station » sur la pauvreté et les inégalités.

Des autobus partiront des différentes régions du Québec. Pour en savoir plus sur le transport prévu dans votre région, visitez le: <http://www.mmfc.org/regions>



... suite à la page 4

suite de la page 3...

Solidarité avec les femmes autochtones

Au cœur de l'édition 2015 de la MMF se retrouvent les enjeux du contrôle du corps, des ressources naturelles et des territoires, trois enjeux au centre des luttes menées par les femmes autochtones. C'est ainsi que les femmes de la MMF ont choisi d'être solidaires et de joindre leur voix, le 4 octobre dernier, à celle des femmes autochtones lors des mobilisations de la Journée nationale de commémoration pour les femmes autochtones disparues et assassinées.

Un immense die-in sera aussi organisé lors du grand rassemblement de la MMF le 17 octobre à Trois-Rivières, pour dénoncer la disparition et l'assassinat de 1186 femmes autochtones et pour exiger la tenue d'une commission d'enquête nationale.

Un die-in est un geste symbolique de protestation au cours duquel les militantEs se couchent au sol pour simuler le fait d'être mortEs. Il s'agit d'un geste collectif posé dans l'espace public qui vise à rendre visible l'invisible et à dénoncer les impacts des systèmes, lois et institutions qui créent des inégalités et des oppressions.

Pour vous inscrire au die-in : <http://www.mmfqc.org/die-in>

**Le 17 octobre,
on marche pour l'égalité,
on marche contre la pauvreté!**

Femmes et pauvreté quelques chiffres

- Chez les Premières Nations, 66% des femmes vivant dans une réserve ont un revenu inférieur à 10 000 \$ (Québec). *CSSSPNQL, 2007, Plan directeur de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec 2007-2017.*
- Les femmes de 45 à 64 ans appartenant au quintile de revenu inférieur sont deux fois plus souvent diagnostiquées pour des problèmes de santé chronique que les femmes du même âge mais faisant partie du quintile de revenu supérieur. *Statistique Canada, 2011, Les femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe.*
- Le taux de chômage est presque 4 fois plus élevé chez les immigrantes récentes (5 ans ou moins) que chez les personnes nées au Canada. *Statistique Canada, 2011, Les femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe.*
- Encore aujourd'hui, les femmes sont généralement plus pauvres que les hommes, elles gagnent 73 % de leur revenu annuel. *Ruth Rose, 2013, Les femmes et le marché du travail au Québec : portrait statistique.*

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE.CA



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec, QC G1K 9E9

Téléphone : 418 525-0040 / Télécopieur : 418 525-0740 / Courriel : collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca